

ALEXIS TSIPRAS : **»LE GOUVERNEMENT GREC NE PEUT EN AUCUN CAS ACCEPTER DES PROPOSITIONS ABSURDES »**

Publié le juin 7, 2015 par [VangelisGoulas](#)



Discours d'A. Tsipras au Parlement, le 5 juin 2015

Tsipras demande à l'opposition de se prononcer sur la proposition des institutions

Mesdames et Messieurs les députés

J'ai demandé ce débat extraordinaire d'aujourd'hui, parce que nous nous trouvons dans la dernière ligne droite de la négociation et en même temps au moment le plus critique.

Il est donc nécessaire d'informer le corps législatif et les partis politiques, d'informer aussi le peuple grec le plus officiellement possible du stade d'avancement des discussions et des objectifs de notre négociation.

C'est ainsi que je conçois ma responsabilité démocratique face aux partis politiques et au Parlement et aussi face au peuple.

Nos négociations sont régies par le principe de transparence et dès le début j'ai insisté sur notre intention de ne jamais rien cacher au peuple grec car c'est pour lui que nous négocions et c'est pour lui que nous nous battons pour obtenir l'accord le plus approprié.

Nous n'avons donc rien à cacher.

Mesdames et Messieurs les députés

Dès le premier jour, le nouveau gouvernement grec a fait savoir qu'il souhaitait une solution européenne à la question grecque.

Un accord mutuellement bénéfique qui libérera la société grecque et l'économie de la spirale déflationniste des sept dernières années, en mettant une fin à l'austérité, en restaurant la justice sociale tout en assurant une solution globale au problème de la dette.

Cette solution est la plus appropriée non seulement pour la Grèce mais aussi pour toute l'Europe afin de fermer définitivement le cercle dangereux de cette crise qui a débuté en 2008.

Cette solution pourrait aussi être le point de départ d'une nouvelle période du processus de l'unification européenne en donnant le signal que l'Union Européenne et sa monnaie commune ont un caractère définitif et irrévocable.

Ce sont ces positions claires et primordiales que nous avons défendues tout au long de la période des négociations politiques et techniques, aux sommets européens, aux discussions avec les dirigeants politiques des autres états et des institutions européennes et aussi au niveau technique du Groupe de Bruxelles.

Cet engagement en faveur de l'idée européenne qui est le nôtre, nous l'avons prouvé dans la pratique en déposant la semaine dernière une proposition complète pour un accord global.

Cette proposition était la preuve de notre intention sincère de parvenir à un compromis, puisqu'il n'exprimait pas les positions initiales du gouvernement grec, mais les résultats des négociations menées dans le cadre du Groupe de Bruxelles. Il illustre en somme le terrain d'entente auquel avaient abouti trois mois de négociations rudes et difficiles. Et dans ce sens, notre proposition a été une démonstration claire de notre respect, tant des procédures de négociation, que de nos interlocuteurs.

Cette proposition constitue à ce jour la seule base réaliste pour poursuivre les discussions et pour parvenir à un accord qui respecte à la fois le mandat populaire grec du 25 Janvier et les règles communes régissant l'Union monétaire.

Un des points essentiels de cette proposition est la réduction des excédents primaires, exigence qui a été par ailleurs déjà acceptée par les institutions.

Parce que les excédents primaires élevés, prévus dans le programme précédent, sont en fait un autre nom de l'austérité.

Mais cette proposition ne constitue qu'une base de discussion qui doit porter sur une solution globale.

Et cela signifie que les mesures « difficiles » contenues dans cette proposition lient le gouvernement grec et seront mis en œuvre à condition qu'il y ait un accord global pour la Grèce qui met une fin aux palinodies et aux revirements du théâtre d'ombres des cinq dernières années qui n'ont fait qu'aggraver la situation de la dette et les perspectives de la sortie de la crise.

Mesdames et messieurs les députés

Soyons sérieux.

L'élément essentiel de la négociation ne concerne pas seulement le choix des réformes exigées pour conclure un accord. Ce qui importe c'est de faire cesser le cercle vicieux de cette crise qui se perpétue en s'auto-alimentant. Et cela ne peut être réalisé qu'en changeant la prescription de l'austérité qui génère la récession et en adoptant une solution radicale face au problème de la dette. Parce que, soyons francs, il n'y a pas d'autre solution pour que l'économie grecque redevienne sûre pour les investisseurs et les marchés.

Les réformes entreprises par le gouvernement ne pourront produire des effets bénéfiques que si elles s'accompagnent d'une véritable solution au problème de la dette. Une solution réelle et non pas une simple promesse comme celle qui a été donnée en 2012 au gouvernement précédent et qui n'a jamais été matérialisée.

Faute de quoi, et malgré tous nos efforts, nous ne parviendrons jamais à échapper au cercle vicieux de l'incertitude qui est le principal obstacle à la relance de l'économie grecque.

Et je suis sûr que personne en Europe ne désire prolonger l'incertitude, personne ne désire qu'on continue à marcher sur la corde raide d'une menace perpétuelle.

Par conséquent, le principal critère de l'acceptabilité d'un accord est son aptitude à assurer la viabilité de l'économie grecque.

C'est pour cela que dès le début j'ai fait remarquer que nous n'avons pas besoin d'un simple accord mais d'une solution définitive. Après cinq ans d'atermoiements, nous avons plus que jamais besoin de cette solution définitive, à la fois pour la Grèce et pour l'Europe. Une solution qui met fin à la politique des excédents irréalistes et à l'austérité ; une solution qui assure la viabilité de la dette grecque.

C'est cela l'objectif de notre négociation aujourd'hui puisque l'austérité imposée pour assurer le remboursement d'une dette insoutenable a formé pendant cinq ans le noyau d'une politique mémorandaire qui a échoué.

Son échec n'est pas une conjecture mais un fait établi et reconnu à l'échelle internationale et qui ne se reflète pas uniquement dans le rejet de cette politique par le peuple grec lors des dernières élections. Il se reflète aussi sur les indicateurs de la dette et des inégalités sociales et sur les indicateurs de compétitivité de l'économie qui malgré les prévisions optimistes des défenseurs de la politique de l'austérité n'a pas montré des signes de relance après cinq ans d'application de programmes sévères de dévaluation interne.

Mesdames et Messieurs les députés

Je dois avouer, à ce point, devant vous et devant le peuple grec, que j'étais désagréablement surpris par le projet que j'ai reçu du Président Juncker, au nom des trois institutions. Je n'aurais jamais imaginé qu'ils nous remettraient une proposition qui ne prendrait pas en compte le terrain d'entente qui a été trouvé après trois mois de négociations dans le cadre de l'Eurogroupe.

Je ne pouvais pas imaginer que les efforts sincères du gouvernement grec pour une solution juste et globale seraient perçus par certains comme une faiblesse.

Mais surtout, je ne pouvais pas imaginer que des responsables politiques – je ne parle pas des technocrates – ne pourraient pas comprendre qu’après les cinq années catastrophiques de l’austérité mémorandaire, aucun député grec ne pourrait voter en faveur de la suppression de l’allocation de solidarité attribuée aux retraités à faibles revenus et d’une augmentation de 10 points de la TVA sur l’électricité.

Et si je me trompe sur vos intentions je vous prie de me démentir.

Malheureusement, les propositions des institutions sont manifestement irréalistes et constituent un retour en arrière par rapport au terrain d’entente qui a été construit avec de grandes difficultés pendant les négociations.

Il est évident que le gouvernement grec ne peut en aucun cas accepter des propositions absurdes qui tout en adoptant la baisse des excédents primaires laissent persister des mesures exténuantes pour les retraités à faibles revenus et les familles moyennes. Et je veux croire que cette proposition était un mauvais moment ou une ruse de négociation maladroite et qu’elle sera vite retirée par ses initiateurs.

Néanmoins, et dans ce moment critique pour le pays, mon devoir m’oblige à écouter attentivement les avis des autres partis politiques avant de répondre aux institutions par rapport à leur proposition.

Parce que si la responsabilité principale des négociations incombe de toute évidence au gouvernement, je voudrais entendre aujourd’hui l’opposition et savoir si, au regard de ses responsabilités et la main sur le cœur, elle nous invite à accepter la proposition présentée par les trois institutions ou si elle se rallie à notre refus.

Puisque dernièrement vous avez critiqué sévèrement – et la critique est bienvenue car elle est l’essence même de la démocratie – notre refus de signer l’accord, maintenant que vous savez exactement ce qu’il nous a été demandé de signer, je vous invite à dire clairement si vous acceptez ou rejetez l’accord proposé.

Je voudrais aussi rappeler que depuis que nous avons commencé notre travail gouvernemental, nous avons honoré des obligations extérieures de l’ordre de 7,5 milliards d’euros, malgré l’étranglement financier choisi par les institutions comme une tactique de négociation.

Je vous rappelle aussi que depuis juin 2014 nous n’avons reçu aucun versement du programme financier, tandis que depuis le 18 février la BCE refuse les bons du Trésor grec abusivement puisque la validité de l’accord de prêt a été prorogée et que le pays est en train de mener des négociations qui portent sur le même programme.

Il ne s’agit plus d’une simple question de droit, ni même d’une question politique. L’étranglement financier du pays soulève un problème d’ordre moral, qui est en conflit avec les principes fondateurs de l’Europe. C’est un problème qui soulève en outre des questions légitimes sur l’avenir de l’Europe elle-même.

Et je suis sûr que cette tactique en importune plus d’un en Europe. Il est donc temps que certaines personnes, qui se trouvent certes également en Grèce mais surtout en Europe, œuvrent pour trouver une solution et non pour dominer et humilier tout un peuple. Et si c’est le désir d’humiliation ou de domination qui anime leurs actions ils doivent savoir qu’ils auront exactement l’effet inverse. Et ceci n’est pas une menace, mais une simple constatation qui se passe de la lecture des sondages d’opinion.

Il suffit d'écouter les gens autour de soi, il suffit d'écouter tous ces gens qui nous demandent qu'une chose:

Ne pas céder sur nos justes réclamations.

Ne pas plier devant les exigences déraisonnables et les chantages des créanciers.

Mesdames et Messieurs,

Vous allez me demander à juste titre: Après tous ces rebondissements, sommes-nous près d'un accord viable? Je vais répondre avec la main sur le cœur: Malgré le grand recul que constitue la journée d'avant-hier, ma conviction est que nous en sommes maintenant beaucoup plus près que jamais, et je vais vous expliquer pourquoi.

D'abord parce qu'il est maintenant clair pour l'opinion publique européenne et mondiale que la partie grecque a fait une proposition réaliste qui prend en compte les contraintes des autres partenaires et respecte les règles qui régissent l'union monétaire.

Et surtout parce que, malgré les attentes contraires et les conditions défavorables de ces derniers mois, nous avons résisté.

Nous avons persévéré et nous avons pu négocier avec fermeté et prudence au nom du peuple grec. Et en suivant les réactions qui ont suivi la décision d'hier de reporter les paiements du FMI à la fin du mois, on voit clairement – et les marchés financiers le voient également – que personne ne souhaite la rupture. Et maintenant le temps n'est pas compté pour nous seuls. Il est compté pour tout le monde.

Il serait donc judicieux pour certains d'éviter les conclusions rapides et les prémonitions. L'approche pragmatique de la partie grecque est la seule ligne de négociation sérieuse pour obtenir un accord durable.

Et plus il devient clair que la question grecque n'est pas un cas isolé mais concerne l'ensemble de la zone euro et l'économie mondiale, plus augmentent les chances de voir nos partenaires rejoindre le réalisme et nos positions.

Mesdames et Messieurs les députés

je voudrais en concluant résumer les objectif stratégiques du gouvernement grec dans les négociations en cours:

- De faibles niveaux d'excédents primaires, qui ont par ailleurs déjà été acceptés en réduisant le coût pour le peuple grec de 8 milliards d'euros pour les 18 prochains mois et de 14 milliards d'euros pour les cinq ans à venir.
- Réduction – restructuration de la dette.
- Protection des retraites et du salaire réel.
- Redistribution des revenus en faveur de la majorité sociale. Parce que si on doit augmenter les recettes publiques, ce n'est pas aux revenus faibles et moyens de supporter des charges supplémentaires mais aux revenus élevés et surtout, ceux qui pendant les cinq dernières années n'ont pas versé pas leur part sur le compte de la crise.
- Restauration des négociations collectives et inversion du processus de la déréglementation des relations de travail – bastion idéologique clé de la politique mémorandaire. Et je peux aussi vous dire à ce sujet qu'en consultation avec l'OIT – l'Organisation internationale du

Travail – nous allons présenter dans les prochains jours notre proposition au parlement grec qui dans le cadre de sa souveraineté rétablira par la loi les conventions collectives dans le pays.

- Un solide programme d'investissement qui donnera une nouvelle dynamique à l'économie grecque, en mobilisant ses ressources potentielles.

Ces six points résument la perspective d'un accord économiquement viable et socialement juste. Notre effort de toute évidence sera jugé par le résultat. Mais le résultat est aussi lié à la volonté du peuple grec car c'est elle qui définit la ligne de la négociation nationale et stimule l'effort gouvernemental.

Il est certain que dans les prochains jours et alors que nous entrons dans la dernière ligne droite, il y aura une effervescence de pensées et de discussions.

Il faudra de la sérénité, de la prudence, de la lucidité, il nous faudra le soutien social et politique pour atteindre l'objectif national, pour atteindre le meilleur résultat.

C'est l'heure maintenant de la responsabilité pour tout le monde ; pour le gouvernement tout d'abord mais aussi pour tous les partis politiques.

Et je m'adresse à vous les députés de l'opposition, en vous demandant de soutenir l'effort national loyalement dans ces moments critiques, en abandonnant les discours opportunistes et alarmistes.

Je voudrais enfin assurer le peuple grec qu'il a raison de se sentir fier parce que le gouvernement grec lui obéit et ne cédera pas à des demandes déraisonnables mais il doit aussi *être* serein car notre patience, notre persévérance et notre résilience vont bientôt porter leurs fruits. Nous allons défendre de la meilleure façon possible le droit de tout un peuple à vivre avec dignité et confiance dans l'avenir.

Et nous y arriverons.

Je vous remercie.

Traduction: Vassiliki Papadaki

Sources : avg1.gr, left.gr

<http://syriza-fr.org/2015/06/07/tsipras-le-gouvernement-grec-ne-peut-en-aucun-cas-accepter-des-propositions-absurdes/>
